

## Pas De Justice Sociale Sans Protection De L'environnement (23.06.12)

**22 juin 2012 : Le mouvement syndical international est amèrement déçu par la déclaration du sommet Rio+20 qui ne prévoit aucune des mesures concrètes indispensables dès aujourd'hui pour mettre un terme à la destruction insensée de l'environnement, pour orienter des investissements vers l'économie verte afin de créer des emplois et pour réduire l'inquiétante hausse des inégalités en garantissant une protection sociale aux personnes les plus vulnérables.**

**Par Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI**

Des mots ne suffisent pas. Un processus des Nations Unies ne prévoyant ni objectif, ni calendrier, ni la participation des syndicats et de la société civile n'atténue en aucun cas les angoisses de celles et ceux qui souffrent du chômage, de la pauvreté ou de la destruction environnementale de leurs territoires et/ou de leurs moyens de subsistance.

Pour les syndicalistes et les représentants de la société civile venus à Rio soutenir leurs dirigeants nationaux avec une vision stratégique pour la justice planétaire, leurs réticences à adopter un nouveau modèle de développement comprenant une action intégrée sur les fronts environnemental, social et économique sont intolérables.

Les décisions adoptées à Rio ouvrent une série de processus dont l'issue est inconnue. Parviendront-ils à éléver le niveau des négociations ? Les objectifs de développement durable satisferont-ils à ceux en matière d'énergie, d'alimentation, d'emplois verts, d'emplois décents, de protection sociale et d'eau ? Les gouvernements accepteront-ils enfin de débloquer des fonds pour aider les pays les plus pauvres à prendre le train du développement durable ?

Les réponses à ces questions dépendent de la volonté des gouvernements à soutenir des décisions multilatérales assorties de véritables engagements qui modifient en profondeur le modèle de développement de l'économie mondiale.

Le sondage d'opinion que la CSI a mené préalablement à ce sommet montre une triste réalité dans laquelle une majorité de personnes sont convaincues que la situation sera pire pour la génération à venir et, fait alarmant, révèle que seulement 13 % des individus sondés pensent que les électeurs ont une véritable influence sur les décisions économiques du gouvernement.

Il faut reconstruire la confiance démocratique.

C'est à nous de jouer ! L'échec de nos dirigeants à Rio n'a fait que renforcer la détermination des syndicats à rentrer chez nous, à mobiliser nos 175 millions de membres et leurs familles et à construire une puissance sociale qui fera du modèle alternatif que nous proposons la meilleure solution qui soit.

Il n'y a pas d'emplois sur une planète morte !